



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service régional de l'archéologie Pays de la Loire

Affaire suivie par :
Xavier CHARPENTIER
02.40.14.23.93.

xavier.charpentier@culture.gouv.fr

Références : CP0490542200087-6

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Manitou Group
Route de Freigné
ZA DU PETIT TESSEAU
49440 CANDÉ

À l'attention de Monsieur Nicolas DINARD,

NANTES, le

16 DEC. 2022

Objet : Notification de l'attribution d'un diagnostic à un opérateur d'archéologie préventive
Références : CANDE (MAINE-ET-LOIRE), 2022 - Candé - ZA du Petit Tesseau Nord - K 182, 184, 187, 188, 193, 195
CP0490542200087
Mon courrier du 6 décembre 2022
Livre V du Code du patrimoine
P.J. : Arrêté n° 2022-833 portant attribution de la réalisation d'un diagnostic à un opérateur d'archéologie préventive

Madame, Monsieur,

Pour faire suite à mon courrier du 6 décembre 2022 rappelé en référence, je vous informe que Pôle archéologie de la conservation départementale du Patrimoine de Maine-et-Loire a renoncé à réaliser le diagnostic archéologique prescrit le 6 décembre 2022.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous notifier l'arrêté 2022-833 portant attribution de l'opération à l'INRAP - Direction interrégionale Grand-Ouest.

Je vous informe que cet opérateur est destinataire de cette décision et qu'il dispose d'un délai de deux mois, à compter de sa réception, pour vous adresser un projet de convention précisant les conditions de réalisation du diagnostic.

Je vous rappelle qu'il vous appartient, si nécessaire, d'obtenir l'accord des propriétaires des terrains préalablement à la mise en œuvre de l'opération archéologique.

J'attire votre attention sur le fait que les articles L.523-7 et R.523-30 du code du patrimoine imposent le respect de certains délais pour la signature de la convention et la réalisation du diagnostic archéologique. Je vous invite à être vigilant sur le respect de ces délais et à me tenir informée en cas de difficulté.

Je vous précise que vous êtes tenus de me faire connaître les dates de début et de fin du diagnostic au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération.

Je vous rappelle également que la mise en œuvre des mesures d'archéologie préventive prescrites constitue un préalable obligatoire à la réalisation de vos travaux.

La décision ci-jointe peut être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le directeur régional des affaires culturelles
et par délégation
La directrice régionale de l'archéologie
et du patrimoine

Isabelle BOLLARD-RAINEAU



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Arrêté n° 2022-833 du **16 DEC. 2022**

portant attribution de la réalisation d'un diagnostic à un opérateur d'archéologie préventive

Le Préfet de région ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté n°2021/SGAR/DRAC/33 du 26 février 2021 portant délégation de signature à M. Marc LE BOURHIS, directeur régional des affaires culturelles des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté n°2022/DRAC-sg/1 du 4 mars 2022, signé de Monsieur Marc LE BOURHIS, directeur régional des affaires culturelles des Pays de la Loire, portant subdélégation de signature ;

Vu l'arrêté n° 2022-817 du 6 décembre 2022 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive (CANDE, MAINE-ET-LOIRE, 2022 - Candé - ZA du Petit Tasseau Nord - K 182, 184, 187, 188, 193, 195) ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2017 portant habilitation en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du Pôle archéologie de la conservation départementale du patrimoine de Maine-et-Loire ;

Vu la décision en date du 14 décembre 2022 par laquelle le Pôle archéologie de la conservation départementale du Patrimoine de Maine-et-Loire a renoncé à réaliser le diagnostic prescrit ;

ARRÊTE

Article 1 - La réalisation de l'opération de diagnostic prescrite par l'arrêté du 6 décembre 2022 susvisé est attribuée à l'INRAP - Direction interrégionale Grand-Ouest.

Article 2 - Le Directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à : Manitou Group, INRAP - Direction interrégionale Grand-Ouest.

Fait à NANTES, le **16 DEC. 2022**

Pour le directeur régional des affaires culturelles
Subdélégation
La Conservation régionale de l'archéologie
Conservatoire du patrimoine

Isabelle BOLLARD-RAINEAU